



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la Légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 9 août 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/DCLUE/2024 222-0001 portant enregistrement de la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers que la société CATALOGNE ENROBÉS exploite sur le territoire de la commune de Baixas (Code AIOT n° 0006601374)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024120-0001 du 29 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- VU** le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3026/95 du 31 octobre 1995 autorisant la création et l'exploitation d'une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Baixas ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014230-0001 du 18 août 2014 modifiant l'arrêté n° 3026/95 du 31 octobre 1995 autorisant la création et l'exploitation d'une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Baixas ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE2022151-0001 du 31 mai 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° 3026/95 du 31 octobre 1995 autorisant la création et l'exploitation d'une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers à Baixas et l'arrêté modificatif n° 2014230-0001 du 18 août 2014 ;

VU le courrier du 30 mai 2024, par lequel la société CATALOGNE ENROBÉS sollicite l'enregistrement de la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Baixas, au titre du bénéfice des droits acquis et porte à la connaissance du Préfet un projet de modification de cette installation ;

VU le rapport n° 2024-111-PR du 9 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet du présent arrêté transmis à la société CATALOGNE ENROBÉS par courrier du 16 juillet 2024 ;

VU les observations de la société CATALOGNE ENROBÉS reçues par courriel du 2 août 2024, concernant ce projet d'arrêté ;

Considérant que la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers que la société CATALOGNE ENROBÉS exploite sur le territoire de la commune de Baixas a été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 31 octobre 1995, susvisé ;

Considérant par conséquent, que cette installation est connue de Monsieur le Préfet ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement « Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du Préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret » ;

Considérant de plus, qu'en application des dispositions de l'article D. 181-15-2bis du Code de l'environnement, la société CATALOGNE ENROBÉS a démontré que la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routier qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Baixas respecte les prescriptions techniques de l'arrêté du 9 avril 2019, susvisé ;

Considérant enfin, que l'exploitant demande que ses installations soient désormais régies par les règles de procédures administratives de l'enregistrement ;

Considérant par ailleurs, le projet porté à la connaissance de Monsieur le Préfet par la société CATALOGNE ENROBÉS, par courrier du 30 mai 2024 susvisé, de remplacer le fioul lourd qui alimente actuellement le brûleur du sèche-malaxeur de la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Baixas, par du gaz de pétrole liquéfié ;

Considérant que l'analyse de ce projet, faite par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans son rapport du 9 juillet 2024 susvisé conclut :

- qu'il ne relève d'aucune des catégories de projet soumis à l'évaluation environnementale prévue à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
- qu'il ne nécessite pas de faire l'objet d'une étude au cas par cas prévue dans ce même article ;
- qu'il ne constitue pas une modification substantielle au sens des dispositions de l'article R. 512-46-23 du même Code et qu'il ne nécessite pas, par conséquent, le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement ;

Considérant que le projet de modification de la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs nouveaux pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

Considérant enfin, qu'en raison du risque lié à l'utilisation de gaz de pétrole liquéfié pour alimenter le brûleur du sècheur-malaxeur de granulats de l'installation, il convient de prescrire à la société CATALOGNE ENROBÉS de mettre en œuvre les mesures proposées dans le porter à connaissance, annexé à son courrier du 30 mai 2024 susvisé, pour prévenir et limiter ce risque ;

Considérant en conséquence que :

- l'enregistrement de la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers peut être acté au titre du bénéfice des droits acquis ;
- que le projet d'utilisation de gaz de pétrole liquéfié en substitution de fioul lourd pour alimenter le brûleur du sècheur de granulats de cette installation peut être accordé et encadré par les prescriptions du présent arrêté ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

La centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers de la société CATALOGNE ENROBÉS (n° SIREN : 331 633 545), ci-après dénommé « l'exploitant », dont le siège social est situé lieu-dit « Les Esperères » à Baixas (66390) et précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 31 octobre 1995 susvisé, est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de Baixas (66390) et détaillée, conformément aux prescriptions du chapitre 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet :

- lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ;

OU

- lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'exploitation de l'installation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Article 1.1.2. Abrogation de prescriptions d'actes antérieurs

L'ensemble des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 31 octobre 1995, du 18 août 2014 et du 31 mai 2022, susvisés, sont abrogées.

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 n'est plus soumise au régime de l'autorisation, ni aux règles de procédure correspondantes.

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 est désormais soumise au régime de l'enregistrement et aux règles de procédure définies aux articles des sections 2 et 4 du chapitre II du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement, pour les installations soumises à enregistrement.

Les installations mentionnées à l'article 1.2.2 demeurent soumises au régime de la déclaration, en revanche, elles ne sont plus soumises aux règles de procédure de l'autorisation.

Les installations mentionnées à l'article 1.2.2 sont désormais soumises aux règles de procédure définies aux articles des sections 3 et 4 du chapitre II du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement, pour les installations soumises à enregistrement.

CHAPITRE 1.2 NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique enregistrée de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers 1. À chaud	La capacité de production d'enrobés à chaud n'excède pas : 200 t/h

Article 1.2.2. Liste des autres installations présentes dans l'établissement et concernées par une rubrique déclarée de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité
4718-2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans	Stockage de gaz de pétrole liquéfié d'une capacité égale à : 32 tonnes

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité
	les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Dépôt de goudrons et matières bitumeuses dont la quantité maximale n'excède pas : 290 tonnes

Article 1.2.3. Liste des installations présentes dans l'établissement et concernées par une rubrique soumise à déclaration de la nomenclature de la Loi sur l'eau

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité
2.1.5.0-2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	La surface du bassin versant intercepté augmentée de celle de l'emprise des installations est égale à : 3 ha

Article 1.2.4. Situation de l'établissement

L'installation enregistrée est située sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	Numéros
Baixas	Les Esperères	OA	3404

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1. Conformité au dossier d'enregistrement

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4 MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Article 1.4.1. Cessation définitive d'activité

À l'issue de son exploitation, la cessation définitive d'activité de l'installation visée à l'article 1.2.1 est réalisée conformément aux dispositions des articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

À l'issue de leur exploitation, la cessation définitive d'activité des installations visées à l'article 1.2.2 est réalisée conformément aux dispositions des articles R. 512-66-1 et suivants du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.5.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'installation mentionnée à l'article 1.2.1, les prescriptions :

- de l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers), **dans les conditions fixées à l'annexe I de cet arrêté ;**
- de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

S'appliquent aux installations mentionnées à l'article 1.2.2 :

- 1°) pour le dépôt de matières bitumeuses, les prescriptions de l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, **dans les conditions fixées à l'annexe III de cet arrêté.**
- 2°) pour le stockage de gaz de pétrole liquéfié, les prescriptions de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.

TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA CENTRALE D'ENROBAGE À CHAUD AU BITUME DE MATÉRIAUX ROUTIERS

Article 2.1.1. Mesures de prévention et de limitation du risque d'incendie et d'explosion lié à l'utilisation de gaz de pétrole liquéfié (GPL)

Le tronçon de conduite d'alimentation en GPL reliant le stockage de GPL au tambour sécheur-malaxeur de granulats est enterrée à une profondeur garantissant qu'il ne puisse être endommagé par le passage, éventuel, des engins de chantier.

L'alimentation du brûleur du tambour sécheur-malaxeur de granulats est asservie à la détection d'une flamme dans le brûleur.

CHAPITRE 2.2 CONFORMITÉ DE L'INSTALLATION

Article 2.2.1. Audit de respect des prescriptions

L'exploitant réalise une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des dispositions fixées par le présent arrêté et les arrêtés ministériels mentionnés à son article 1.5.1 susvisé, à une fréquence n'excédant pas 3 ans.

Les résultats de ces vérifications sont archivés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre, dans les meilleurs délais, les mesures nécessaires pour remédier aux éventuels écarts ou non-conformités relevées lors de ces audits.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Le premier audit de vérification est réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté. Le résultat de cet audit est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réalisation. Dans le cas où l'audit fait état d'écarts ou non-conformités, l'exploitant accompagne sa transmission des mesures qu'il prévoit de mettre en œuvre pour y remédier, assorties d'un échéancier de réalisation.

TITRE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

CHAPITRE 3.1

Article 3.1.1. Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr.

Article 3.1.2. Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions fixées dans le présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement.

Article 3.1.3. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Baixas, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au Maire de la commune de Baixas ;
- à la société CATALOGNE ENROBÉS ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,



Bruno BERTHET